

Bordeaux

INTERVIEW Le secrétaire général de la CGT continue à se battre pour le maintien des emplois sur le site industriel de Ford...

Bordeaux: «Ce n'est pas normal qu'il y ait autant d'argent distribué à Ford et aussi peu de contrôles», dénonce Philippe Poutou



Philippe Poutou, dans son quartier des Chartrons, à Bordeaux, le 11 février 2014 - S.ORTOLA/20MINUTES

Elsa Provenzano

Philippe Poutou, <u>ancien candidat NPA aux élections présidentielles</u> et secrétaire du syndicat CGT de Ford Aquitaine Industrie (FAI), a conduit, ce lundi, une délégation intersyndicale (FO, CGT) qui a rencontré le préfet Michel Delpuech pour évoquer l'avenir de Ford. Il tire la sonnette d'alarme et dénonce le manque de projets sur le site pour les années à venir.

Quelle est la situation actuellement sur le site?

Les effectifs sont au minimum et l'organisation du travail est chaotique. On compte 980 emplois donc on est déjà descendu en dessous des 1000. Et, on estime qu'il y a entre 100 à 300 personnes en trop, compte tenu de l'activité. Ford n'a plus recours au chômage partiel, pratiqué pendant quatre ans, mais la direction cherche à faire partir le personnel vers l'usine voisine de Getrag et on a l'impression que c'est pour nous faire patienter. Il n'est plus question de recherche d'activité complémentaire, ce qui nous inquiète beaucoup pour l'avenir de l'usine. On se demande si en dessous d'un certain effectif, il ne sera pas plus facile, pour l'industriel, de quitter le site...

Comment s'est passée la rencontre avec le préfet?

On a demandé au préfet de contrôler de plus près ce qui se passe. Mais, la règle actuelle, c'est qu'il n'y a pas de contrôle absolu sur les aides publiques. Nous estimons que cela relève d'un problème de volonté politique. Depuis 2011, Ford, qui fait des bénéfices par ailleurs, a touché 46 millions d'euros (aides à la formation, aides à l'investissement, exonération de cotisations sociales, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi etc.). Ce n'est pas normal qu'il y ait autant d'argent distribué et aussi peu de contrôles. On demande plus d'autorité de la part de l'Etat puisque les 1.000 emplois ne sont plus là, alors que l'argent a été distribué.

Quelles sont les prochaines étapes annoncées pour l'usine?

La prochaine activité qui sera arrêtée sera celle de la fabrication des racks (modules de transports) qui représente une petite centaine d'emplois. En 2017-2018 suivra l'arrêt du sous-ensemble pour la boîte de vitesse. Et enfin la fin de fabrication de la boîte de vitesse est fixée à 2019. En 2016, Ford pourrait mettre en place une nouvelle boîte de vitesse mais on a aucune garantie, et on sait qu'il faut deux à trois ans pour mettre en place un projet industriel. On souhaite rencontrer la région, le département, la métropole et le ministère car on va vers une situation compliquée. On envoie aussi envoyer un courrier à Ford Europe afin de rencontrer un décideur.

Vous vous consacrez uniquement à ce combat, depuis que vous avez quitté la direction du NPA, en octobre 2014?

J'ai quitté la direction du NPA (après avoir dénoncé un manque de démocratie dans son fonctionnement) mais je suis encore militant et porte-parole. Je soutiens différentes luttes, je me suis par exemple rendu sur place <u>aux côtés des salariés de Métaltemple à Fumel</u> et sur le barrage de Sivens. Je suis parti car il y avait un fonctionnement déplaisant au NPA et je ne réintégrerai pas la direction car rien n'a vraiment changé. Mais je suis resté porte-parole car les camarades l'ont souhaité.